



Bill Gates encourage l'identification numérique des nouveau-nés au Kenya, alors que ses détracteurs mettent en garde contre les risques de surveillance

Selon le quotidien kenyan Daily Post, le rôle de la Fondation Bill & Melinda Gates dans l'assistance au gouvernement kenyan pour le développement et le déploiement d'un programme d'identification numérique soutenu par le gouvernement a été annoncé à l'issue d'une récente série de "réunions à huis clos" avec le président kenyan William Ruto.

Par [Michael Nevradakis](#)

Mondialisation.ca, 14 novembre 2023

[The Defender](#) 30 octobre 2023

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),

[Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

La Fondation Bill & Melinda Gates poursuit sa campagne mondiale de soutien aux [programmes d'identification numérique](#) soutenus par les gouvernements. Cette fois-ci, elle vise le Kenya, où elle conseillera le gouvernement sur l'initiative d'identification numérique "Maisha Namba" actuellement en cours de développement, rapporte Reclaim the Net.

Selon le [quotidien kenyan Daily Post](#), le rôle de M. Gates dans l'assistance au gouvernement kenyan pour le développement et le déploiement de Maisha Namba a été annoncé à l'issue d'une récente série de "réunions à huis clos" avec le président kenyan William Ruto.

"Le milliardaire, qui est connu pour défendre les [aliments OGM \[genetically modified organism\]](#), a rencontré M. Ruto à plusieurs reprises depuis son arrivée au pouvoir, mais la plupart de ces rencontres sont restées secrètes", a écrit le Kenyan Daily Post.

"L'accord mettra le gouvernement en contact avec des experts techniques et des partenaires clés qui offriront des conseils professionnels pour garantir un déploiement sans heurts", [rapporte Kenyans.co.ke](#).

Alexis Hancock, directeur de l'ingénierie à l'[Electronic Frontier Foundation](#), a déclaré au [Defender](#) que ce type de secret entre les gouvernements et les entités privées est courant.

"Les entreprises extérieures proposent souvent des solutions aux différents gouvernements en affirmant qu'elles peuvent résoudre leur problème avec leur produit", a-t-elle déclaré. "Si les gouvernements doivent mettre en œuvre cette technologie, celle-ci devrait être examinée par la population avant d'être déployée, et retardée si elle n'est pas considérée comme sûre et équitable.

Selon Biometric Update, Maisha Namba "devrait permettre de relever différents défis tels que l'[identification et l'authentification des citoyens](#), la sauvegarde des documents d'enregistrement primaires tels que les actes de naissance et les cartes d'identité

nationales, et l'amélioration de la gestion des programmes sociaux et des opérations gouvernementales".

Le numéro d'identification attaché à Maisha Namba "sera également utilisé pour s'inscrire à des services gouvernementaux, y compris l'éducation, l'assurance maladie, les impôts et la sécurité sociale".

Mais certains experts pensent que le programme Maisha Namba a d'autres objectifs, qui n'ont pas été annoncés. Le Dr Wahome Ngare, président de l'Association des médecins catholiques du Kenya, a déclaré au Defender que Maisha Namba fonctionnerait comme un programme de suivi des vaccinations.

Maisha Namba - qui signifie "numéro de vie" en kiswahili - est un [système de vaccination biométrique pour les nouveau-nés](#) qui remplacera les certificats de naissance et permettra de suivre les enfants de la naissance à l'âge de 5 ans", a déclaré M. Ngare. "Il sera utilisé pour contrôler et garantir que tous les enfants reçoivent leurs vaccins.

M. Ngare a indiqué que l'essai de Maisha Namba avait été mené entre février et mars et qu'il était maintenant mis en place par le gouvernement, très probablement dans le cadre de la couverture universelle des soins de santé.

Il a attribué la participation de M. Gates à Maisha Namba à l'implication d'entités telles que Microsoft et [Gavi, l'Alliance du vaccin](#).

Gavi affirme qu'elle « [aide à vacciner près de la moitié des enfants du monde](#) contre des maladies infectieuses mortelles et débilitantes ». Il a été créé en 1999, la Fondation Gates étant l'un de ses cofondateurs et l'un des quatre membres permanents de son conseil d'administration.

Gavi maintient un partenariat de base avec l'UNICEF, la Banque mondiale et l'[Organisation mondiale de la santé](#) (OMS), qui inclut Gavi dans sa liste de "[parties prenantes pertinentes](#)".

"D'après ce que j'ai compris, Maisha Namba et la carte Maisha font partie de l'initiative internationale ID2020, parrainée par Gates par l'intermédiaire de Gavi et par Microsoft et son [passeport vaccinal](#) raté", a-t-il déclaré.

"C'est pourquoi la valeur et les inconvénients du système d'identification numérique seront pleinement connus lorsque la [prochaine pandémie sera annoncée](#) par l'Organisation mondiale de la santé, en particulier si le règlement sanitaire international est adopté l'année prochaine", a ajouté M. Ngare.

M. Ngare faisait référence aux modifications du [règlement sanitaire international](#) existant, actuellement négocié par les membres de l'OMS, ainsi qu'à une proposition de "traité sur les pandémies".

L'[Alliance ID2020](#) a déjà encouragé le [développement de l'identification numérique](#) et des passeports vaccinaux. [Microsoft est un membre fondateur](#) de l'Alliance ID2020, tout comme Gavi, la Fondation Gates, la Banque mondiale, Accenture et la [Fondation Rockefeller](#).

"Si tout se passe comme prévu, Bill Gates ne se contentera pas d'injecter ses vaccins ARNm à des milliards d'Africains", a déclaré M. Ngare. "Il a créé un [système d'identification numérique pour les gouvernements du monde entier](#) afin de s'assurer que personne ne

manque ses vaccins et que ceux qui refusent la vaccination peuvent être empêchés de voyager ou d'accéder aux services gouvernementaux.

M. Gates a soutenu des [initiatives d'identification numérique biométrique](#) dans le monde entier, notamment le premier programme de ce type, Aadhaar, lancé en Inde en 2009. [Aadhaar](#) a inscrit plus de 99 % de tous les adultes indiens, les reliant à de nombreux [services publics et privés](#). Le programme a suscité une controverse, que [M. Gates a rejetée](#).

D'autres experts ont également exprimé des préoccupations similaires à celles de M. Ngare. [Greg Glaser](#), avocat californien spécialisé dans la protection de la vie privée, a déclaré à The Defender : "Les passeports vaccinaux ont servi de test pour l'identification biométrique mondiale", ajoutant :

"L'identification biométrique est à la société dystopique future ce que les piles sont à la télécommande de votre téléviseur. Sans les piles, la télécommande ne fait rien. Sans identification biométrique, les technologies dystopiques échouent : [scores de crédit social](#), [monnaies numériques des banques centrales\[CBDC\]](#), appareils intelligents de l'internet des objets.

"Tous ces éléments deviennent inutiles si l'on n'est pas en mesure d'intégrer les masses dans les nouveaux systèmes technologiques par le biais de l'identification biométrique.

Selon M. Glaser, ces efforts ont une finalité plus large.

"Le [transhumanisme](#) est l'objectif du jeu, et l'identification biométrique est son talon d'Achille", a déclaré M. Glaser. "Aujourd'hui, tous ces aspects de notre vie dépendent fondamentalement d'une pièce d'identité : les droits, le statut de citoyen, les affiliations, le statut devant les tribunaux, les comptes, les privilèges, les services, les titres fonciers et bien d'autres choses encore. Une personne peut difficilement accéder à l'un de ces éléments sans une forme de pièce d'identité, le plus souvent un nom, mais souvent des numéros, qui sont de plus en plus liés à la biométrie", a-t-il déclaré.

"Contrôler les gens, c'est contrôler l'identité", a-t-il ajouté. "Même les gouvernements nationaux sont désormais entièrement dépendants de leurs identifiants d'organisation et d'entreprise.

De même, Irene Polansky, une citoyenne qui participe régulièrement à [National Call for Safe Technologies \(Appel national pour des technologies sûres\)](#) organisée par Wired Broadband Inc. et [Virginiens for Safe Technology \(Virginiens pour une technologie sûre\)](#), a déclaré au Defender que [la pandémie Covid-19](#) était "un test bêta (de conformité) pour ce qui est à venir", et de se méfier des avantages vantés des nouvelles technologies telles que l'identification numérique.

"Sinon, nous - et les vies, les autonomies corporelles et les droits innés de nos enfants - ainsi que nos morceaux de planète, nos propriétés, nos droits civils et nos portefeuilles - notre argent durement gagné et nos moyens financiers - seront collectivement et tyranniquement contraints et dévorés sans que nous nous y opposions ou que nous en soyons surpris", a-t-elle déclaré.

L'identification numérique des nouveau-nés fait partie des "vastes

possibilités” que M. Gates entrevoit en Afrique

Mark Suzman, PDG de la Fondation Gates, a déclaré à [Business Daily Africa](#) que son organisation mettrait le gouvernement kenyan en contact avec des experts techniques et des partenaires.

“Notre rôle est toujours celui d’un conseiller. Nous pouvons mettre le gouvernement en contact avec des experts techniques et des partenaires clés, mais nous sommes très encouragés par ce que nous voyons et par l’engagement du président. Nous disposons d’un certain nombre d’aides à l’investissement spécifiques en matière d’identité numérique. En fait, nous le fournissons à des plates-formes plus larges”, a-t-il déclaré.

Selon Business Daily Africa, cette aide au gouvernement kenyan s’inscrit dans le cadre de ce que la [Fondation Gates](#) considère comme “de vastes opportunités qui peuvent être débloquées grâce à l’existence d’une identité numérique au Kenya”.

“Il s’agit d’une priorité majeure du président Willam Ruto, et nous pensons que c’est tout à fait justifié, car un système d’identité numérique solide, robuste et ouvert devient en fait une plateforme qui non seulement favorise l’inclusion financière, où le Kenya est déjà un leader mondial, mais peut aussi être une plateforme qui permet des avancées importantes dans le domaine des soins de santé, de l’éducation et d’autres services”, a déclaré M. Suzman.

Mais la Fondation Gates n’est pas le seul acteur mondial impliqué dans le déploiement de Maisha Namba. Selon le journal kenyan Capital News, le gouvernement kenyan et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont signé en août un [protocole d’accord](#) visant à soutenir le nouveau programme d’identification numérique.

Selon [Reclaim the Net](#), “le plan prévoit d’attribuer à chaque nouveau-né un Maisha Namba, qui restera avec lui tout au long de sa vie”. Le commissaire adjoint du comté de Nyandarua, Rukia Chitechi, a déclaré : “Le système sera mis en œuvre dans les écoles en veillant à ce que chaque enfant né se voie attribuer un [maisha namba](#).”

La [cible 16.9](#) des [objectifs dedéveloppement durable\(ODD\)](#) des Nations unies appelle à la mise en place d’une identité juridique numérique pour tous, y compris les nouveau-nés, d’ici à 2030.

Selon Glaser, “la [Cible 16.9 de l’ODD des Nations unies](#) confirme que les gouvernements délivreront des cartes d’identité biométriques à tout le monde d’ici à 2030, y compris aux bébés... Cela signifie que les Nations unies s’associent à des entreprises et à des gouvernements locaux pour vous délivrer, à vous et à vos enfants, une carte d’identité biométrique d’ici à 2030, que vous le souhaitiez ou non”.

Dans un tweet, [Julius Kibet Bitok](#), secrétaire principal à l’immigration et aux services aux citoyens du Kenya, a déclaré : “Le système d’identité numérique offrira aux Kényans un moyen sûr et fiable de vérifier leur identité à diverses fins, notamment pour accéder aux services publics, ouvrir des comptes bancaires et voyager”.

“Il contribuera également à réduire la fraude et la corruption et à améliorer l’efficacité”, a-t-il ajouté.

Ngare a remis en question cette théorie. “À première vue, et si le gouvernement est le

détenteur des données et non des tiers tels que Microsoft ou ses mineurs, cela pourrait améliorer la prestation de services et réduire la fraude, comme l'affirment les agents du gouvernement", a déclaré M. Ngare, ajoutant qu'il doutait que ce soit le cas.

De même, Mme Hancock a déclaré : "Si le site [digital ID is] est correctement géré, un facteur de commodité peut permettre aux personnes de ne pas avoir à parcourir de longues distances pour renouveler des documents importants, ou d'obtenir des titres temporaires dans l'attente de leurs documents officiels. Il existe d'autres méthodes, comme la "divulcation sélective", qui consiste à ne pas afficher l'intégralité de ses informations, mais seulement ce qui est nécessaire pour une transaction donnée".

Mme Hancock s'est dite préoccupée par la manière dont un "identifiant persistant à long terme" pourrait "être utilisé pour suivre les personnes et créer un état de surveillance ou être compromis au fil du temps par un acteur malveillant cherchant à divulguer des informations liées à ces identifiants uniques".

"Chaque fois qu'un détenteur de carte d'identité numérique utilise sa carte, l'émetteur et le vérificateur de la carte d'identité ont la possibilité de recueillir des données personnelles sur le détenteur de la carte", a-t-elle ajouté.

La carte d'identité numérique pourrait conduire à une "structure permanente de surveillance au niveau de l'État".

Selon Biometric Update, "alors que le [gouvernement cherche à gagner la confiance](#) de la population en ce qui concerne la carte Maisha, il a également précisé que son émission ne sera pas obligatoire", mais qu'elle sera acceptée comme preuve d'identité légale au même titre que les documents d'identification existants.

Pourtant, un [rapport](#) distinct de Biometric Update indique qu'"une transition de deux à trois ans est prévue, avec l'abandon progressif des anciennes cartes d'identité nationales".

Mme Hancock a déclaré qu'elle préférerait "les identifiants éphémères pour les transactions et la possibilité de s'en débarrasser ou de les changer lorsqu'ils sont compromis". Elle est "également préoccupée par les mandats relatifs à l'identification numérique et par le fait qu'ils pourraient déboucher sur une structure permanente de surveillance au niveau de l'État".

"Les gens devraient avoir la possibilité de se retirer des systèmes numériques d'abord et avoir le droit d'utiliser le papier s'ils ne se sentent pas à l'aise", a déclaré Mme Hancock.

Des affirmations similaires concernant le caractère optionnel avaient été faites au sujet du programme d'identification numérique Aadhaar de l'Inde, selon [The Economist](#), qui écrivait : "Bien qu'Aadhaar soit censé être optionnel, il est difficile de fonctionner sans lui".

Le gouvernement kenyan affirme que la [mise en œuvre de Maisha Namba](#) vise également à mettre le pays en conformité avec les [normes internationales relatives aux voyages dans le monde](#), telles que définies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et d'autres agences.

Maisha Namba dispose d'un [budget de 1 milliard de shillings kenyans](#) (environ 6,8 millions de dollars), selon Biometric Update. Le programme devait initialement être lancé le 2 octobre, selon Business Daily Africa, mais son [lancement a été reporté](#) le 29 septembre.

Selon Reclaim the Net, les autorités kenyanes “soulignent que le nouveau système vise à résoudre une série de problèmes tels que l’authentification des citoyens, la protection des documents d’identification primaires, l’amélioration de la gouvernance des programmes et des opérations sociales et la simplification de l’accès à des services tels que les soins de santé, l’éducation, la fiscalité et la sécurité sociale”, mais les inquiétudes du public pourraient avoir contribué au report du lancement.

“Malgré ces inquiétudes, les représentants du gouvernement ont tenté de rassurer les citoyens sur leur engagement en faveur de la [protection de la vie privée](#) et de l’inclusivité promise par le Maisha Namba”, a ajouté Reclaim the Net.

Glaser a remis en question ces affirmations d’“inclusivité”.

“L’inclusivité est un faux argument que les politiciens utilisent devant les caméras”, a-t-il déclaré. “La réalité est que l’identification biométrique ramène tout le monde au plus petit dénominateur commun des bénéficiaires de l’aide sociale du gouvernement... L’inclusion est un langage politique pour que le gouvernement s’impose à votre famille et traite vos enfants comme des pupilles de l’État”.

M. Glaser a également critiqué les partenariats public-privé. “En faisant des recherches sur l’identification biométrique, j’ai appris que les gouvernements ne sont pas au sommet de la chaîne alimentaire. Ce sont en fait des entreprises privées qui sont au sommet – telles que Microsoft, Oracle, Accenture – parce qu’elles créent et possèdent la technologie et qu’elles gèrent les données au sommet.

Certains Kényans sont “très inquiets et méfiants” à l’égard des projets de Bill Gates au Kenya

Les autorités kenyanes se sont efforcées de rassurer le public sur la sécurité de ses données personnelles sur la nouvelle plateforme numérique.

Joel Muchunu, greffier du Bureau national d’enregistrement du Kenya pour la région de Kipipiri, a déclaré que le programme Maisha Namba comportera des dispositifs de sécurité avancés, notamment une technologie cryptographique pour la sécurité des données, a rapporté l’[agence de presse kenyane \(Kenya News Agency\)](#).

Irungu Houghton, directeur exécutif d’Amnesty International, a “applaudi” le programme Maisha Namba et les efforts de transformation numérique du gouvernement kenyan, [selon Biometric Update](#), mais “a soulevé des inquiétudes quant à la sécurité des données qui seront collectées dans le cadre du programme Maisha Namba” et a déclaré qu’il était important que les Kényans soient “sûrs de comprendre et d’être conscients des possibilités offertes par cette plateforme numérique”.

Ces assurances n’ont cependant pas convaincu tous les Kényans. Selon Reclaim the Net, “il y a une vague évidente de scepticisme”, les activistes de certaines régions “exprimant des inquiétudes quant à l’inadéquation des infrastructures, au manque de fiabilité de l’accès au réseau et à la protection de la vie privée et des libertés civiles”.

Certains activistes ont fait valoir que le Maisha Namba ne se distingue pas d’une précédente tentative d’identification numérique menée par le gouvernement kenyan, le Huduma Namba, selon le média kenyan [The Star](#). Ce programme a été déclaré inconstitutionnel par

la [Haute Cour du Kenya](#) en octobre 2021, pour incompatibilité avec la [loi sur la protection des données](#) du pays.

M. Ngare a déclaré que Huduma Namba “a échoué parce que [the government] [avait l'intention d'inclure l'ADN](#)”.

D'autres groupes d'activistes, menés par la [Commission kenyane des droits de l'homme](#), “demandent une base législative plus solide” et “mettent en garde contre la possibilité de discrimination et d'érosion de la vie privée”, avertissant que l'engagement du public a été “insuffisant”, tout comme les “garanties procédurales et juridiques”, [selon Biometric Update](#).

D'autres militants “ont accusé le gouvernement de revenir sur sa promesse de supprimer le contrôle des personnes cherchant à obtenir une carte d'identité” et ont affirmé que “des fonctionnaires malhonnêtes utilisaient l'exercice de contrôle pour demander des pots-de-vin”, selon The Star.

Les [fonctionnaires kenyans ont affirmé que](#) le pays “est à la traîne” dans la mise en œuvre du numérique, “ce qui expose le Kenya à un risque de non-conformité avec les normes des organismes internationaux chargés de l'application de la loi”.

Selon M. Ngare, le grand public kenyan ne connaît pas très bien M. Gates, mais ceux qui le connaissent “sont très inquiets et méfiants”. Selon lui, l'opposition à Maisha Namba n'est pas très forte “parce qu'à première vue, c'est une bonne idée”.

“La plupart des gens ne connaissent pas la face cachée de Bill Gates et son lien avec le programme de dépopulation”, a-t-il déclaré. “Pour les bénéficiaires des ONG [non-governmental organizations] que sa fondation soutient et pour certains bénéficiaires de sa philanthropie, il est admiré. Pour ceux qui connaissent les dessous de l'agenda eugéniste, il est détesté”.

Selon le [Financial Times](#), M. Gates “reconnaît que l'identification numérique pourrait faire l'objet d'abus”, déclarant que “tout ce qui rend l'État plus efficace est bon pour les choses que vous aimez que l'État fasse, et mauvais pour les choses que vous n'aimez pas que l'État fasse”.

Mais si vous croyez en un État qui doit vous fournir une éducation, vous permettre de voter et vous fournir des services de santé, il doit y avoir une certaine notion de “qui sont mes citoyens et sont-ils éligibles à ce bénéfice””, a-t-il ajouté.

Selon M. Ngare, la participation de M. Gates à Maisha Namba n'est qu'un des nombreux intérêts qu'il porte à l'Afrique, puisqu'il a déjà participé à “l'administration clandestine de la [vaccins tétanus avec réduction de fertilité](#) pour les femmes kenyanes en 2014-2015, avec l'aide de Gavi et de l'OMS”, ce qui, selon lui, “est encore frais dans nos mémoires”.

“Il s'intéresse beaucoup à l'Afrique, notamment à la santé et à la nutrition, à l'égalité des sexes, à la prévention, au traitement et à la recherche en matière de maladies, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à l'agriculture et aux services financiers pour les pauvres”, a déclaré M. Ngare, ajoutant que la Fondation Gates avait annoncé en 2022 que son [siège africain serait situé au Kenya](#).

La Fondation Gates est également “le fer de lance du [financement de la lutte contre le VIH](#),

[la tuberculose et le paludisme](#)” en Afrique, a déclaré M. Ngare, et elle “injecte davantage de fonds pour [favoriser l'accès à la recherche sur l'ARNm](#) et à la technologie de fabrication des vaccins qui soutiendront la capacité des pays à revenu faible et intermédiaire à développer des vaccins de haute qualité et salvateurs à grande échelle”.

“Il investit massivement dans le développement, la production et la distribution de vaccins par l’intermédiaire de Gavi ... et met les vaccins ‘à la disposition’ des ‘pays à faible revenu’ à des prix abordables ou subventionnés”, a ajouté M. Ngare. “Les gouvernements américain et européen financent le développement de vaccins qui enrichissent les développeurs et les sponsors tels que Gates.

“L’extension de la technologie de l’ARNm à la tuberculose, au paludisme et au VIH permettrait à Gates de mettre au point des vaccins spécifiquement destinés aux Africains”, a déclaré M. Ngare.

L’auteur kenyan Nanjala Nyabola, auteur de “[Démocratie numérique, politique analogique](#): Comment l’ère de l’internet transforme la politique au Kenya”, a déclaré que “les systèmes d’identité numérique ne feront que rendre les gouvernements plus efficaces dans ce qu’ils font déjà”, selon le Financial Times, ajoutant que les cartes d’identité numériques pourraient être utilisées comme un outil de suppression ou de discrimination à l’encontre de certains citoyens.

Selon M. Polansky, la technologie de l’identification numérique facilite la mise en place d’un “réseau de bases de données centralisé, accessible aux gouvernements et aux entreprises et déjà intégré au réseau sans fil”.

“Nous devons réveiller beaucoup plus de gens avec la vérité des tranchées non conspiratrices. Les appareils sans fil que les gens exigent sans équivoque pour compter leurs pas, gérer leur vie et leur maison – et celles de leurs enfants – et les tenir au courant de la société sont les mêmes que ceux à partir desquels la société est déjà prête pour le techno-totalitarisme”.

Michael Nevradakis, Ph. D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2023

Articles Par : [Michael Nevradakis](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca